

*Compression des dépenses de l'État*

● (2110)

Le ministre de l'Agriculture essaie éperdument de vendre nos denrées agricoles à l'étranger mais lorsqu'il se rend au pays des éleveurs de bœuf, il raconte aux gens qu'une alimentation trop carnée rend les humains féroces et il cite l'exemple de l'Argentine où les gens mangent beaucoup de bœuf et s'entre-tuent. Comment peut-on espérer que notre agriculture vive lorsque le ministre s'acharne à saper la confiance du public dans ce secteur de production?

Il importe de savoir que nous importons cette année de l'étranger 90 millions de livres de bœuf. C'est un niveau jamais atteint auparavant qui ne doit pas manquer de causer bien de l'inquiétude dans l'Ouest du Canada. Surtout quand on sait que le ministre de l'Agriculture a également contribué à faire éclater une guerre entre les éleveurs canadiens et leurs voisins américains, tout en disant au gens de consommer moins de bœuf parce que cela les rend féroces.

Le fait est que notre industrie de la viande figure au troisième rang parmi nos industries les plus importantes, puisqu'elle rapporte 2.5 milliards de dollars par an. Elle vient au deuxième rang pour le coût des matériaux utilisés, fournit du travail à 31,000 travailleurs environ et verse 20 millions de dollars par an sous forme d'impôts. Tandis que le gouvernement parle de compresser ses dépenses, le ministre responsable sape la confiance du public dans la troisième en importance de nos industries manufacturières. Voilà ce que le ministre cherche à détruire.

Je me permettrai de rappeler aux députés la recrudescence de l'importation de porc, de volaille et de bœuf au Canada au cours des deux ou trois dernières années. Je soutiens que cela ne s'est pas produit sans propos délibéré. Je suis d'avis que le ministre de l'Agriculture doit céder du terrain à cet égard au profit du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien), et je l'affirme en m'appuyant sur les dernières négociations du G.A.T.T. tenues à Tokyo.

La chose a été très bien expliquée à deux ou trois reprises par le premier ministre (M. Trudeau) d'abord dans les provinces Maritimes, puis dans le sud de l'Ontario et plus tard au réseau de télévision CTV, quand il a dit au peuple canadien que le programme de lutte contre l'inflation de son gouvernement donnait des résultats, invoquant le fait que les prix des aliments qui avaient connu une hausse de 10 p. 100 l'année dernière ne s'étaient accrues que de 6.2 p. 100 cette année. Tout le monde à la Chambre sait bien qu'il suffit d'examiner un à un les prix des aliments pour se rendre compte qu'ils sont aussi élevés qu'ils l'étaient l'an dernier sauf dans le cas des viandes. Ces produits ne sont moins chers qu'en raison de l'importation massive de viande de l'étranger. C'est ainsi que le ministre de l'Agriculture est en train de saboter et de détruire la confiance des gens dans notre industrie nationale du bœuf. A mon avis, le ministre l'a fait pour permettre au premier ministre et à son gouvernement de démontrer aux consommateurs des grands centres canadiens que le programme anti-inflationniste donne de bons résultats.

D'aucuns affirment que le gouvernement sème la dissension. Cela est manifeste du fait que le gouvernement actuel est prêt à troquer une partie du Canada contre une autre. On comprend facilement que ces assoiffés de pouvoir puissent adopter pareille position, surtout si l'on reconnaît qu'au Parlement il y a bien plus de députés de Montréal et de Toronto que des

Maritimes et des territoires. Le gouvernement acceptera cet échange estimant qu'il vaut mieux pour lui de pouvoir compter sur le vote des consommateurs des grandes villes. Il est grand temps que le gouvernement admette que si le pays doit rester uni, un sentiment de justice doit y régner d'un océan à l'autre, sentiment fondé sur des principes semblables à ceux qui ont présidé à l'établissement de la Confédération.

Si le gouvernement tient vraiment à réduire les dépenses, pourquoi ne fait-il rien pour empêcher les sociétés de la Couronne de dépenser des sommes exorbitantes? Je comparerais les résultats avec ceux des États-Unis. On y observe une grande efficacité dans la production intérieure, mais il n'y a pas de sociétés de la Couronne là-bas, à moins que vous ne considériez Amtrac comme une sorte de société de la Couronne.

Si le gouvernement avait réellement voulu économiser, il aurait pu renoncer à créer la société Pétro-Canada, ce qui lui aurait valu une économie de 5.5 milliards de dollars. J'aimerais citer un extrait du rapport de l'Auditeur général à ce propos. Le gouvernement a décidé qu'il pouvait faire mieux que les sociétés pétrolières. Voyons seulement comment il a géré les Postes. Le gouvernement est incapable de rendre une entreprise rentable; il a pourtant créé la société Pétro-Canada. A la suite d'une refonte des règlements fiscaux, environ la moitié des sociétés de forage canadiennes indépendantes de ma province sont allées s'établir au Montana parce qu'elles avaient perdu confiance.

Voici ce qu'a dit l'Auditeur général au sujet des sociétés de la Couronne:

Dans le cas de la plupart des sociétés de la Couronne vérifiées par mon Bureau, la gestion et le contrôle financiers sont faibles et inefficaces. En outre, la coordination et l'orientation provenant des organismes centraux du gouvernement visant les pratiques de gestion et de contrôle financiers n'existent pratiquement pas dans ces sociétés.

Voilà ce que dit l'Auditeur général des sociétés de la Couronne, et pourtant, le gouvernement a l'audace de lancer des projets comme celui de Pétro-Canada il y a un an, et de parler ensuite d'un programme d'austérité en fixant les allocations familiales à leur niveau de l'année dernière et en liquidant la Compagnie des jeunes Canadiens. Si c'est cela que le gouvernement appelle une saine politique d'austérité, j'aimerais que ses représentants en parlent aux gens pour voir ce qu'ils en pensent.

Le gouvernement veut que l'industrie pétrolière canadienne montre à peu près autant d'efficacité que le ministère des Postes. Le gouvernement actuel croit que Pétro-Canada fera en sorte de découvrir des réserves plus nombreuses et plus vastes d'hydrocarbures sous forme solide et liquide, mais il se refuse à réduire ses propres dépenses. Le peu d'autorité que le gouvernement pratique, il le fait sur le dos des gens.

Le gouvernement espère épargner quelque 230 millions en bloquant les allocations familiales. C'est donc les Canadiens qui subissent les compressions et non le gouvernement. Le bill C-19 impose le gel des allocations familiales. Il y a quelque temps à peine, le gouvernement a changé les règles en imposant ces allocations. Je ne m'oppose pas à cette idée, mais il faut bien reconnaître qu'en période d'inflation effrénée, ce sont les plus défavorisés qui supporteront le fardeau du programme d'austérité du gouvernement. Le gouvernement actuel n'a pas de véritable programme d'austérité. Ce qu'il appelle ainsi n'est simplement que le transfert des compressions financières au